



RÉSEAU DES JOURNALISTES AFRICAINS SPÉCIALISÉS SUR LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ÉTAT DU JOURNALISME ENVIRONNEMENTAL EN AFRIQUE 2024

Octobre 2024
Genève, Suisse

Association Africa 21,
C/o Maison Kultura,
Rue de Montbrillant 52,
1202 Genève- Suisse

<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC

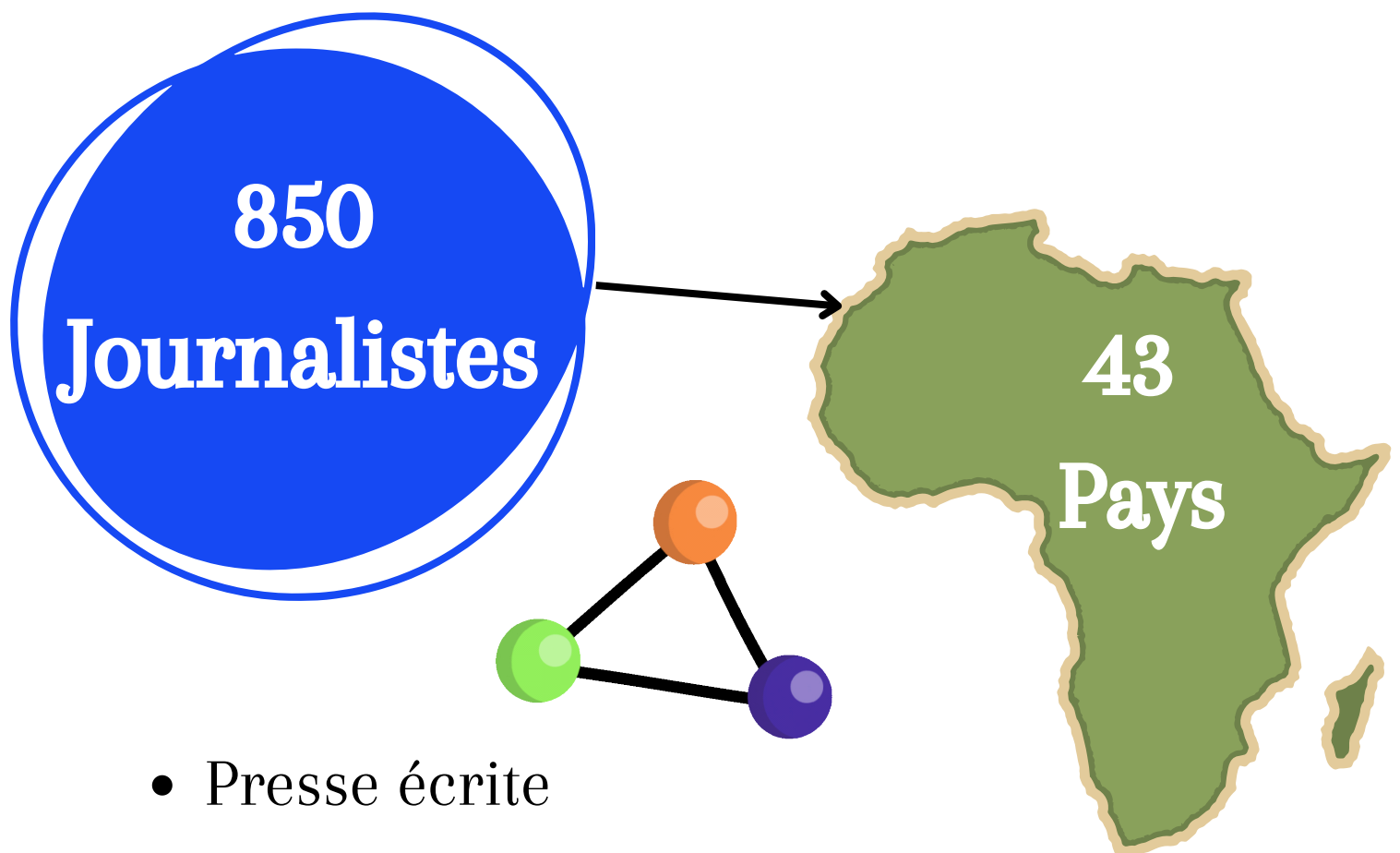
Accréditée à l'OMC, auprès du PNUE
Observateur à la CNUCED

Partenaire de l'université de Genève
Partenaire de la European Business School in Geneva

Avant propos

En 2019-2020 l'Association Africa 21 a lancé un programme dédié aux journalistes africains travaillant sur les enjeux liés au développement durable et au changement climatique. Ce programme a pour objectif de soutenir les journalistes dans le développement et la mise à jour de leur expertise sur les objectifs de développement durable. Il vise à les encourager à produire un travail de qualité basé sur l'utilisation de sources fiables, à leur faciliter l'accès aux experts et aux organisations internationales, et à leur donner l'opportunité de couvrir des événements internationaux ainsi que de valoriser les meilleurs d'entre eux.

Depuis son lancement, cette initiative a suscité un grand enthousiasme dans le milieu journalistique en Afrique. Aujourd'hui, le Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique compte près de 850 journalistes expérimentés dans 43 pays, représentant la presse écrite, la radio, la télévision et les agences de presse.



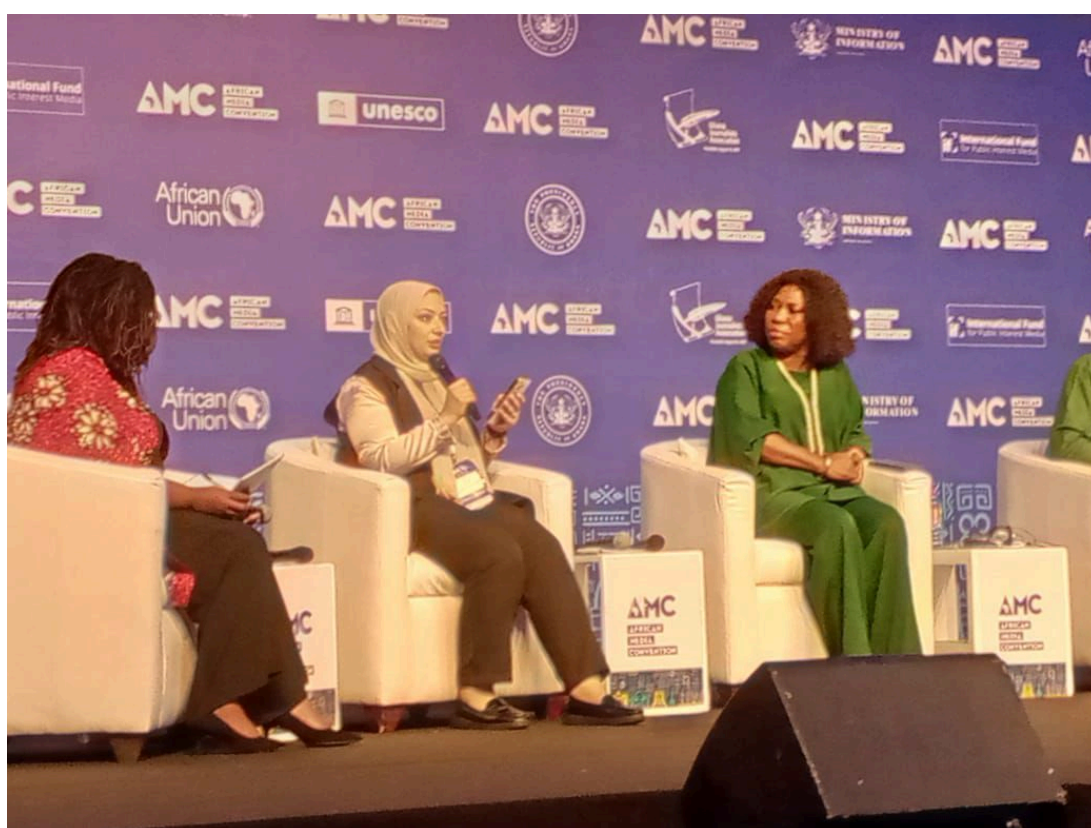
- Presse écrite
- Radio
- Télévision
- Agences de presse

Invitée par l'UNESCO à participer à la 3ème Convention des médias africains à Accra du 15 au 17 mai 2024, l'Association Africa 21 a organisée une enquête auprès de ses membres afin de dresser un état des lieux du journalisme environnemental en Afrique, dont les résultats préliminaires ont été présentés lors de la Journée internationale de la presse (chaque 3 mai) dont la thématique cette année portait sur le « journalisme face à la crise environnementale ».

Démarche

Un questionnaire avait été envoyé à l'ensemble des journalistes inscrits au Réseau. En l'espace de 4 jours (du 10 au 13 mai 2024), l'Association a reçu 150 réponses complètes provenant de 29 pays en Afrique, dont les résultats sont présentés dans ce document.

Le questionnaire compte 44 questions réparties sur 5 thèmes : la personne, l'économie du secteur des médias et de la profession de journaliste, les droits d'exercice du métier de journaliste, l'évolution de la pratique journalistique et enfin le traitement des questions liées au développement durable et au changement climatique.



Notre journaliste Hadeer El Hadary (Egypte), intervenant à la 3ème Convention des médias africains à Accra au Ghana, mai 2024.

Qui sont les journalistes travaillant sur le développement durable ?

Les journalistes de toutes les régions d'Afrique ont répondu à notre enquête.

Les 3 pays les plus représentés sont le Kenya (25 personnes), la RDC (18 personnes) et le Bénin (12 personnes). Les journalistes d'Afrique du Nord étaient 15 (Algérie, Egypte, Maroc, Mauritanie et Tunisie), ceux d'Afrique de l'Ouest, 53 (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, et Togo), ceux d'Afrique de l'Est, 45 (Burundi, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda), ceux d'Afrique Centrale 31 (Cameroun, Gabon, RDC) et enfin, les journalistes d'Afrique Australe étaient au nombre de 6 (Botswana, Madagascar, Namibie, Afrique du Sud et Zimbabwe).

Un certain nombre de faits statistiques se dégagent des questionnaires reçus :

- Seules 31% des journalistes qui travaillent sur les questions environnementales sont des femmes (contre 69% d'hommes).
- **47% sont salariés dans un média, 32% sont indépendants et 21% sont salariés mais produisent également des articles ou reportages pour d'autres médias** que leur employeur principal. Sur ces derniers, près de 50% ont un temps de travail extérieur supérieur ou égal à 50% du total des heures de travail effectuées dans le mois, signe sans conteste d'une certaine précarité économique. Et pour preuve, **39% de tous les journalistes exercent un autre métier que celui de journaliste** (par autre métier on entend une activité menée à but lucratif). Parmi eux, se trouvent des traducteurs, des consultants en communication et en relations publiques, des enseignants, des chargés de projet en ONG ou encore des agriculteurs ! 46% d'entre eux se déclarent pauvres ou juste au-dessus du seuil de pauvreté.
- On retrouve une certaine diversité également quant aux types de médias pratiqués : 43% des journalistes travaillent pour la presse écrite, 39% pour la radio, 18% pour la TV, 13% pour une agence de presse et 16% dans d'autres types de média, essentiellement pour des sites Internet d'information. Travailler pour plusieurs types de média est assez commun pour un journaliste africain.
- 51 % des journalistes travaillent plus de 40 heures par semaine, et 22 % dépassent même les 50 heures, tandis que 11 % sont en situation de sous-emploi, avec moins de 20 heures de travail hebdomadaire en tant que journalistes.
- Les personnes qui ont choisi cette spécialisation sont en général assez engagées dans leur profession et dans la société. **31% déclarent être membre d'un syndicat, 65% revendiquent leur appartenance à une organisation de défense des droits des journalistes et 73% sont actifs dans une association en lien avec l'environnement et le développement durable**

L'économie du journalisme environnemental

La situation économique du journaliste varie selon différents facteurs : salarié ou indépendant, attaché à un média d'état ou privé, à un média généraliste ou spécialisé, travaillant pour la presse écrite, le web, la radio ou la tv.

Ainsi, **46% des journalistes sont soit à leur compte, soit attachés à une microstructure économique de moins de 10 salariés**. 17% sont dans des structures de taille moyenne (50 à 200 personnes) et 16% dans des médias de plus de 200 salariés.

Les conditions de travail sont souvent compliquées, **85% des journalistes interrogés estiment qu'ils ne disposent pas du matériel suffisants pour exercer leur travail au quotidien**. Il est question ici d'avoir accès à du matériel de base pour la production ou de pouvoir couvrir ses frais de déplacement lors de reportages sur le terrain par exemple.

Cette précarité matérielle est à l'image du secteur des médias. **83% des personnes interrogées ont répondu que leur média avait rencontré des problèmes économiques ces trois dernières années**.

Plusieurs raisons sont évoquées pour expliquer cette situation :

- Des raisons de contexte : les répercussions économiques de la crise du Covid-19, l'inflation liée à la guerre en Ukraine ayant pour effet une forte augmentation des coûts de fonctionnement, la situation politique et sécuritaire dans certaines parties de l'Afrique, mais aussi les problèmes d'électricité et d'accès à Internet.
- Des raisons sectorielles : la baisse des recettes publicitaires s'est accentuée au fil des années, en raison de l'arrivée des médias en ligne et des journaux gratuits. La taxation du secteur demeure élevée. D'autre part, le secteur souffre également d'un manque de soutien financier de l'État et d'investisseurs en général.

La liberté d'exercice du métier

63% des journalistes disent avoir été témoins ces 3 dernières années d'un cas flagrant de violation des droits liés à la pratique de leur métier. 29% ont connu de la censure durant cette période et 44% des menaces physiques ou des intimidations.

34% des journalistes jugent la situation d'exercice du métier de journaliste catastrophique ou médiocre et 25% bonne ou excellente.

Les problèmes se manifestent en général lors de la collecte d'informations pour un article ou une demande d'interview, où sous forme de représailles après la diffusion d'un reportage ou d'un article.

Ainsi, les problèmes suivants ont été relayés par les journalistes ayant répondu à cette enquête :

- Refus d'accès à une information publique, ou à une réunion publique.
- Intimidations à l'encontre des journalistes et de leurs proches.
- Retard de salaire, non remboursement de frais de mission.
- Harcèlement en ligne, voire usurpation de comptes sur les réseaux sociaux.
- Restriction d'accès à Internet, brouillage des ondes, retrait de la licence d'exploitation, de l'autorisation de diffusion sur les ondes ou à la télévision, tracasseries administratives diverses.
- Confiscation abusive de matériel et parfois de sa destruction.
- Arrestations arbitraires parfois suivies d'emprisonnement sans justification, et même de tortures.

Agression physique, tentative d'assassinat ou assassinat.

Les nouvelles pratiques et tendances

Les journalistes ont été interrogés sur les usages, méthodes et outils qui auront une influence déterminante sur la pratique du journalisme dans les années à venir. Les réponses traduisent à la fois les angoisses mais aussi l'optimisme de la profession pour l'avenir. Certaines de ces pratiques sont déjà en cours et vont tendre à se développer davantage, d'autres n'en sont qu'à leurs débuts.

En premier lieu les outils :

- La digitalisation des usages va s'approfondir, en particulier à travers une utilisation renforcée des smartphones. Une des conséquences mentionnées va être un accroissement du travail à distance ; le smartphone va devenir le bureau du journaliste qui sera amené à produire du contenu de n'importe où moyennant un équipement léger complémentaire.
- Nous assistons aux débuts de l'intelligence artificielle. Celle-ci est perçue comme un outil qui devrait favoriser la collecte et l'analyse de données, la création de contenu, d'infographies, ainsi que leur distribution, permettant aux journalistes de se concentrer davantage sur l'investigation et l'analyse. L'intégration de l'IA est également mentionnée pour la vérification automatisée des faits et la diffusion personnalisée des nouvelles grâce à des algorithmes (voir paragraphe ci-dessous).

Les nouvelles pratiques et tendances

- La lutte contre la mal information et la désinformation des journalistes passe par le développement de nouvelles pratiques et techniques telles que la recherche d'image inversée, l'utilisation de plateformes de vérification (fact-checking) et l'analyse des métadonnées.
- Enfin, la pratique du journalisme, influencée par les nouvelles technologies émergentes, est en train de se développer pour devenir plus immersive. Cela sera rendu possible par l'utilisation de la réalité virtuelle, qui permettra de créer des expériences plus engageantes pour le public, offrant une manière plus vivante et interactive de présenter les informations.

Une question plus spécifique concernait la pratique des réseaux sociaux. Il en résulte que **95% des journalistes déclarent utiliser les réseaux sociaux pour leur travail** (WhatsApp, Facebook, Twitter/X, LinkedIn, Instagram, Soundcloud). Les principaux usages sont les suivants : suivre un événement, contacter une personne, collecter de l'information ou demander une interview, être en contact avec des confrères, diffuser du contenu pour optimiser l'audience et engager le public, s'informer en s'abonnant à des chaînes/comptes d'autres médias, de personnalités ou d'autres types de ressources utiles, mais aussi pour se tenir informé des tendances.

Sur les mêmes sujets il a également été demandé aux journalistes s'ils utilisaient de nouveaux outils pour leur travail ou qu'ils avaient mis en place de nouvelles pratiques. A ce stade, 67% d'entre eux répondent positivement. Parmi ceux-ci, il est ainsi mentionné : des logiciels de traduction, de retranscription d'audio en texte, l'intelligence artificielle pour rechercher des informations, des logiciels de montage audio et vidéo, des outils de data journalisme, de cartographie, de fact-checking, de vérification de l'origine d'une image, l'usage de drones pour les prises de vues et enfin Zoom pour assister à des réunions et suivre des formations.

Enfin, les journalistes ont été interrogés sur leur perception et leur pratique des outils liés à l'intelligence artificielle. Si **59% des journalistes interrogés pensent que l'intelligence artificielle est une nouvelle opportunité pour l'exercice de leur métier, 31% pensent au contraire qu'il s'agit d'une menace**. Il leur a ensuite été demandé d'expliquer comment cette nouvelle technologie pouvait faire évoluer leur métier. Certains ont mis en avant des aspects négatifs comme la déformation de l'information et la propagation de fausses informations. La question du droit d'auteur est également mentionnée. Pour d'autres l'intelligence artificielle aura pour effet de supprimer des postes et de creuser les inégalités entre ceux qui ont accès à l'IA et ceux qui ne l'ont pas, et rendre ces derniers moins compétitifs. Pour certains, au contraire, il s'agit d'un outil indispensable qui va permettre de gagner un temps précieux et d'améliorer la qualité du travail. Comment ? En gagnant du temps lors de la vérification d'information ou d'image, en pouvant résumer/traiter des documents volumineux en très peu de temps, en améliorant la qualité des productions audio et vidéo, en permettant l'analyse et la transformation des données, en augmentant l'interactivité avec le public, en permettant des mises à jour rapides de thématiques utiles pour les journalistes utilisateurs, en transcrivant par écrit des enregistrements ou encore en automatisant des tâches répétitives et en facilitant la détection et la prévention des erreurs.

L'intelligence artificielle peut être un réel « game changer » si elle est facilement accessible, que les gens savent comment l'utiliser de manière efficace tout en ayant conscience des limites dans son utilisation (éthique, propriété intellectuelle).

Les nouvelles pratiques et tendances

Les pratiques journalistiques :

- Le journalisme de solution qui connaît déjà un certain succès devrait se développer davantage.
- La montée d'un journalisme citoyen et collaboratif où le public contribue aux idées d'articles et à la collecte des données et au reportage, apportant des perspectives locales, est en expansion.
- Le développement de l'analyse de données et des techniques de visualisation permettant d'identifier les tendances et de présenter des informations complexes de manière plus accessible a de beaux jours devant lui (data journalisme). Cette pratique permettra aux journalistes d'analyser et de visualiser des ensembles de données complexes sur le climat, l'environnement et le développement durable offrant des perspectives plus approfondies et accessibles aux lecteurs. Cette démarche sera couplée avec une coopération accrue avec les experts des différentes disciplines concernées.
- Enfin, la mise en réseau et la collaboration entre journalistes devrait permettre un meilleur partage des ressources, de l'expertise ainsi que des ouvertures pour travailler sur des questions qui dépassent les frontières.

Le cadre du métier :

- Deux visions opposées se font face parmi les journalistes : certains pensent que de grands groupes de médias vont se créer et concentrer l'information ou que l'état va continuer son emprise sur le contrôle de la création et de diffusion de contenu. D'autres en revanche pensent qu'on assistera à la mise en place d'institutions ou d'organes de régulation solides et non partisans qui superviseront et réguleront objectivement le paysage médiatique et garantiront le bien être, la protection et la sécurité des journalistes contre toutes les formes d'intimidation, de maltraitance et d'abus. Il est possible que ces deux visions coexistent en fonction du paysage politique en Afrique.
- La deuxième pratique citée dans l'enquête, dépend du niveau d'état de droit des différents pays. Elle concerne les considérations éthiques dans l'adoption des technologies pour la vie privée, la partialité et la transparence des algorithmes.

Le traitement des questions liées au développement durable et au changement climatique dans les médias africains

La couverture des enjeux liés au développement durable, à l'environnement et au changement climatique dans les médias africains est perçue relativement positivement, même si des progrès restent encore à faire. **15% des journalistes qui ont répondu à l'enquête déclarent rencontrer des difficultés à attirer l'attention de leurs lecteurs ou de leur audimat, alors que 33% estiment qu'il y a un public qui est demandeur et 27% pensent qu'il y a un grand engouement pour ces questions.**

Les sujets qui intéressent le plus les lecteurs ou auditeurs, selon les journalistes, sont les suivants :

- **Déchets, pollution (plastique, produits chimiques), recyclage et gestion raisonnée des ressources**
- **Changement climatique et météorologie**
- **Désertification**
- **Eau, assainissement et catastrophes naturelles liées à l'eau (sécheresse et inondations)**
- **Forêt, déforestation et reboisement**
- **Énergies et énergies renouvelables**
- **Santé des sols, agriculture et alimentation**
- **Biodiversité et aires protégées, relations homme/nature**
- **Océan et ressources marines, érosion côtière**
- **Transport durable**
- **Économie verte et innovation**
- **Ressources naturelles et industrie extractive**
- **Marché carbone et finance verte**

Cependant les contraintes pour pouvoir produire du contenu sur ces questions demeurent nombreuses à ce jour. A la question « quels sont les principaux obstacles que vous rencontrez dans la réalisation de vos travaux sur les questions environnementales ? » les journalistes ont mis en avant les éléments suivants :

- Le manque de moyens matériels et financiers pour réaliser le reportage ou l'article de terrain.
- Le manque de temps pour produire du contenu de qualité sur ces sujets.
- Le manque de maîtrise sur certains sujets qui peuvent être très techniques.
- Les conditions de sécurité sur le terrain.
- Les difficultés à accéder aux bonnes personnes ressources, aux experts, aux témoins.
- Avoir accès aux rapports et documents en lien avec les sujets traités tel que des études d'impact, aux sources d'information primaires de qualité et vérifiées.

Cependant, 81% des journalistes ne rencontrent ensuite aucune difficulté pour diffuser leur travail dans leur média ou les médias ciblés (s'ils sont freelance). Sur les 19% qui rencontrent des difficultés pour diffuser leur travail, les raisons principalement évoquées sont :

- Parfois la censure
- Parfois la corruption (il faut payer pour placer son article)
- Souvent des priorités éditoriales

Le traitement des questions liées au développement durable et au changement climatique dans les médias africains

Enfin, 75% des journalistes ont dû un jour renoncer à écrire un article sur des questions environnementales en raison d'un manque de ressources mises à disposition ou de problèmes externes au média. Cette situation est préoccupante car elle limite la couverture de sujets cruciaux, qui nécessitent souvent des ressources spécifiques et sont compliqués par des contraintes échappant aux journalistes. Les sujets qui n'ont pas pu être couverts sur le moment portaient sur :

- La pollution plastique
- La pollution de l'air
- La pollution industrielle
- Des réserves naturelles attaquées ou mises sous pression
- L'industrie extractive (or, pétrole)
- L'eau
- La finance carbone
- La destruction des mangroves
- Les ressources marines, la pêche
- Les inondations

Pour finir, il est important de souligner que la maîtrise technique des sujets est cruciale. Le journalisme scientifique peut vite devenir difficile à saisir si on ne possède pas les connaissances minimums pour traiter de tels sujets. **56% des journalistes estiment qu'ils ont un bagage suffisant pour traiter les différents sujets mentionnés dans cette étude, mais 44% ne le pensent pas, ce qui reste un chiffre élevé.**

Quand on interroge les journalistes qui ont répondu négativement, leurs demandes de formation portent sur :

- **L'économie verte**
- **L'économie bleue**
- **La biodiversité, la faune et la flore**
- **Le changement climatique**
- **Le data journalisme**
- **Le fact-checking et l'environnement**
- **Les technologies et nouvelles méthodes pour couvrir les questions environnementales**



La journaliste Agnès Oloo
au travail sur le terrain au Kenya

Recommandations

Les recommandations qui vont suivre sont le fruit des réflexions des journalistes qui ont répondu à l'enquête. Elles reflètent la diversité des situations et sont influencées par les contextes nationaux spécifiques.

Concernant la situation économique des médias :

- Trouver des solutions pour améliorer les recettes publicitaires des médias. Réfléchir à la manière de diversifier les sources de revenu. Développer différents types de supports médiatiques. Réfléchir sur le modèle économique.
- Développer des aides publiques mieux ciblées pour les médias étant donné le rôle particulier joué par cet acteur. Adapter la taxation du secteur.
- Rendre la licence de création d'un média plus accessible.

Concernant l'amélioration de la condition économique du journaliste plusieurs éléments ressortent:

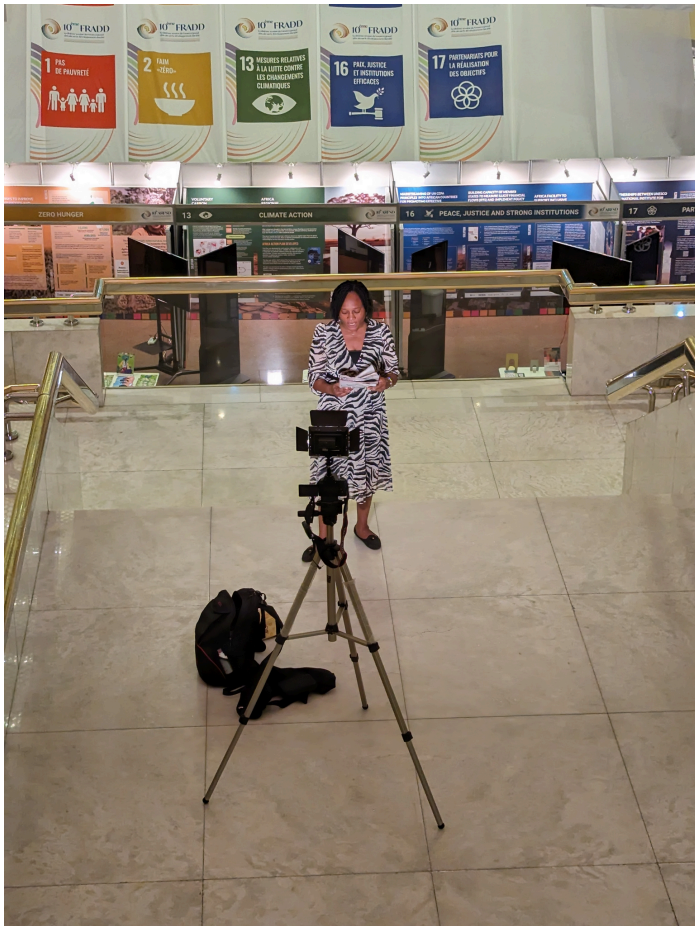
- La mise en place de conventions collectives comprenant le salaire minimum, le paiement dans les temps du salaire et une juste rémunération, la sécurité sociale et l'assurance santé, ainsi que la retraite.
- L'accès à une formation continue permettant aux journalistes d'être mieux qualifiés et par voie de conséquence de pouvoir demander une meilleure rémunération.
- La mise en place du remboursement des frais de mission et d'un matériel adéquat pour travailler selon des standards professionnels.
- L'intéressement des journalistes aux résultats économiques de leur média.
- L'organisation de dialogues avec les branches économiques de manière régulière entre les différentes parties sur les enjeux économiques du secteur.

Concernant le travail journalistique :

- Un travail doit être accompli pour encourager les femmes à s'investir davantage dans cette branche du journalisme.
- De la formation continue est demandée sur les nouvelles pratiques du journalisme (journalisme de solution, journalisme citoyen et collaboratif, data journalisme, le fact-checking), sur l'éthique et la propriété intellectuelle face aux évolutions du métier (notamment l'intelligence artificielle, l'usage des réseaux sociaux, l'impact de la mal information et de la fausse information). Ces conditions devraient faciliter l'expertise ou le développement de thématiques en lien avec les Objectifs de développement durable, en faisant systématiquement un lien entre l'environnement et les enjeux sociaux et/ou économiques, et en utilisant de nouveaux outils (infographie, réalité virtuelle, intelligence artificielle).
- Les journalistes plébiscitent des initiatives telle que celle lancée par Africa 21 à travers le Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique : ils sont en quête d'une interface pour créer du lien et de la collaboration entre journalistes, mais aussi un accès plus facile à l'expertise, aux personnes ressources et aux données.

Sur la gouvernance :

- Ils encouragent la mise en place d'institutions ou d'organes de régulation solides et non partisans qui auront pour rôle de superviser et réguler objectivement le paysage médiatique et de garantir le bien être, la protection et la sécurité des journalistes contre toute forme d'intimidation, de maltraitance ou d'abus. Ainsi, il est demandé la création d'un observatoire pour suivre l'évolution de la situation et le fonctionnement de ces nouvelles institutions.



L'exercice solitaire du métier de journaliste par Ayoola Kassim, journaliste à Channel Television (Nigeria), à l'occasion d'une délégation organisée par l'Association Africa 21 au Forum régional africain de l'ONU sur le développement durable, à Addis Abeba en avril 2024.



Des journalistes Kenyans en pleine interview lors d'une visite de terrain organisée par Africa 21 dans le cadre d'un atelier dans une usine de recyclage plastique de la banlieue de Nairobi, novembre 2024.

Ce document est en libre accès et est réutilisable par des tiers dans le cadre de la production d'articles ou de reportages pour des médias ou dans le cadre d'une recherche académique, sous réserve d'une autorisation préalable. Merci de bien vouloir nous écrire à cet effet à : journalist@africa21.org

En cas de citation, merci de bien vouloir utiliser la référence "Rapport sur l'état du journalisme environnemental en Afrique 2024" ainsi que la mention "Association Africa 21" ou "think tank Africa 21".

Equipe éditoriale :

Julien Chambolle

Mègnon Didier Bebada

Anne Delaite

Boris Ngounou

Pour toute demande d'information complémentaire, merci de bien vouloir nous écrire à journalist@africa21.org